

Ville de Revel

**DÉROGATION AU PRINCIPE DE REPOS
DOMINICAL - ANNÉE 2025****N° 2024.760.AG**

Le maire de la commune de Revel,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-27 à L. 2122-29,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 sur la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu les articles L. 3132-25-4 alinéa 1, L. 3132-26, L. 3132-26-1, L. 3132-27, L. 3132-27-1 et R. 3132-21 du code du travail,

Vu les consultations pour avis en date du 10 octobre 2024 des organisations représentatives d'employeurs et de salariés suivantes :

- l'Union départementale CFDT,
- l'Union départementale CGT,
- l'Union départementale FO,
- l'Union départementale CFE-CGC,
- l'Union des entreprises de proximité de la Haute-Garonne,
- l'Union départemental et régional CFTC,
- le MEDEF de la Haute-Garonne,
- la CPME 31,

Vu l'avis favorable rendu par la Communauté de communes Aux sources du Canal du Midi lors de la séance du 10 décembre 2024,

Vu l'avis favorable rendu par le conseil municipal lors de la séance du 12 décembre 2024,

ARRÊTE

Article 1 Pour l'année 2025, l'autorisation est accordée aux commerces de détail d'employer des salariés :

- le premier dimanche des soldes d'hiver,
- le premier dimanche des soldes d'été,
- le 30 novembre,
- le 7 décembre,
- le 14 décembre,
- le 21 décembre,
- le 28 décembre 2025.

Sont exclus du champ d'application du présent arrêté les établissements commerciaux qui, en raison de la nature de leur activité principale, bénéficient d'une dérogation permanente de plein droit à la règle du repos dominical des salariés.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

031-213104516-20241220-20024760AG-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024
Affichage : 20/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

De même, la présente autorisation n'est pas applicable à l'égard des établissements qui sont soumis, par arrêté préfectoral pris en vertu des dispositions de l'article L. 3132-29 du code du travail, à une fermeture dominicale obligatoire sauf pour l'un ou l'autre des dimanches visés à l'article 1^{er} pendant lequel l'interdiction d'exercer le commerce serait éventuellement suspendue.

Article 2 Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface est supérieure à 400 m², à savoir les supermarchés et hypermarchés, les jours fériés légaux travaillés (à l'exception du 1^{er} mai) seront déduits des dimanches du maire, dans la limite de trois par an.

Article 3 Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront travailler le dimanche.

Article 4 Les salariés privés du repos dominical bénéficieront, en contrepartie des heures travaillées le dimanche, d'un repos compensateur d'une durée équivalente, sans préjudice du repos hebdomadaire obligatoire d'une durée minimale de vingt-quatre heures consécutives et du repos quotidien habituel d'une durée minimale de onze heures consécutives.

Ce repos compensateur sera accordé aux salariés concernés par roulement, dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos.

Ce repos compensateur s'applique sous réserve que des dispositions conventionnelles ou contractuelles ou qu'un usage voire une décision unilatérale de l'employeur en termes de repos compensateur ne soient pas plus favorables pour les salariés.

Si le repos dominical est supprimé un dimanche, veille d'une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

Conformément à l'article L. 3132-27 du code du travail, les salariés privés de repos dominical bénéficieront d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Article 5 La présente dérogation ne donne pas autorisation d'employer les dimanches susvisés les apprentis âgés de moins de dix-huit ans.

Article 6 Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

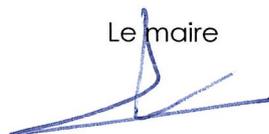
- monsieur le préfet de la Haute-Garonne au titre du contrôle de légalité,
- monsieur le directeur de la DREETS Occitanie (direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités),
- monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Revel,
- la police municipale.

Le présent arrêté sera affiché sur le site internet de la commune.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à Revel, le 17 décembre 2024

Le maire



Laurent HOURQUET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

031-213104516-20241220-20024760AG-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024
Affichage : 20/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation